

SOUS-TRAITANCE

La tenue des états généraux s'impose

Estimant que le tissu de la sous-traitance en Algérie est très faible, les opérateurs économiques ont plaidé, hier, pour la tenue de ses états généraux et accompagnement politique.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier, au forum d'El Moudjahid, le président du Conseil national consultatif pour la promotion des PME, Zaïm Bensaci, a appelé à la tenue des états généraux de la sous-traitance.

«Tous les pays ont réussi leur essor économique grâce à la sous-traitance, alors que l'Algérie ne compte que 350 entreprises dans ce domaine», a-t-il déploré.

Et de citer : «La France génère 31 milliards d'euros avec ses 3 400 entreprises de sous-traitance, l'Italie 34 milliards d'euros grâce à ses 8 400 entreprises et le Maroc a atteint 2 000 entreprises qui emploient 190 000 personnes. Quant à l'Espagne, elle compte 19 000 entreprises et génère 40 milliards d'euros, soit 11% de son

industrie.» M. Bensaci a préconisé également la mise en place d'une stratégie de marché et la création de conditions idoines, notamment en mettant fin aux «lourdeurs administratives» et en accordant des «facilités dans l'accès au foncier et aux crédits».

Pour lui, il est «inconcevable» qu'une banque refuse de financer un projet d'investissement.

Il a également exhorté à revoir le code des marchés publics. «Il faut que les grands donneurs d'ordres, tels que Sonatrach, Sonelgaz, Cosider et Saidal, aient des sous-traitants pour développer leurs activités», a-t-il dit.

Pour sa part, Brahim Bendris, président de l'Union professionnelle de l'industrie automobile et mécanique, a soulevé le problème de la for-



Zaïm Bensaci.

mation dans le domaine. «La création de centres de recherche associés avec les entreprises est indispensable. Cela facilitera la mise en place d'un réseau de la

sous-traitance», a-t-il suggéré.

Dans le même sens, M^{me} Nacéra Haddad, chef d'entreprise, a ajouté : «On parle des énergies renouvelables mais jamais du tissu de sous-traitance qui doit les accompagner. Au lieu d'importer le produit d'Europe ou d'ailleurs, il faut opter pour l'importation de la technologie afin de pouvoir mettre en place un tissu de sous-traitance fiable.» Elle a estimé, également, qu'il est temps de délocaliser les technologies en Algérie.

Par ailleurs, la première édition du Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist), organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, se tiendra du 25 au 28 avril prochain à Alger.

R. N.

AÏN-TÉMOUCHENT

Sit-in des gardes communaux devant la Wilaya

Plus de 300 gardes communaux des différentes unités de la wilaya se sont rassemblés dans la matinée de dimanche, vers 10 h, devant le siège de la wilaya, et ce, pour présenter aux autorités de la wilaya une batterie de revendications socio-professionnelles.

Dans la plate-forme de revendications, on peut relever le versement de la prime de rendement avec effet rétroactif depuis janvier 2008, la prime d'expérience professionnelle, une compensation financière relative au congé annuel, un rallongement du

congé annuel à 30 jours, une prime de 10 000 DA relative à la décennie noire, la couverture en matière d'assurance sociale du fait que les agents travaillent 24h sur 24h, l'attribution d'une prime de 100% pour les gardes communaux mis à la retraite, la revalorisa-

tion de l'indemnité attribuée en cas de décès en mission de lutte antiterroriste et, enfin, le refus des agents de se voir intégrer dans un autre corps.

Il est à rappeler que le nombre de gardes communaux exerçant dans cette wilaya et devant être prochainement affectés par les autorités compétentes vers des entreprises et des secteurs de service est estimé à plus

de 1 300. Seulement, les protestataires rejettent ces nouvelles dispositions jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications.

En définitive, les représentants des protestataires ont été reçus par le chef de cabinet du wali, qui leur a affirmé que leur plateforme de revendications dépend de la direction centrale, seule habilitée à étudier leurs problèmes.

S. B.

ILS REVIENNENT DU FORUM SOCIAL MONDIAL DE DAKAR

Les militants sahraouis de Gdeim Izik à Alger

Un groupe de 15 militants du Front Polisario des territoires du Sahara occidental occupés par le Maroc sont actuellement à Alger. Fervents défenseurs des droits de l'homme, ces hommes et ces femmes ont tous participé à l'aventure du camp de Gdeim Izik, qui avait été installé dans la région d'El-Ayoun.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Nous sommes ici à Alger pour apporter notre témoignage et dire comment des milliers de citoyens sahraouis ont subi les pires atrocités lors du démantèlement de ce camp, au mois de novembre 2010.

Les forces de répression marocaines ont usé de tout l'arsenal répressif dont elles disposent pour nous expulser», ont-ils rapporté, hier, lors d'une rencontre avec la presse organisée par le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS).

Présent lors de cette rencontre aux côtés de Brahim Ghali, l'ambassadeur de la

République arabe sahraouie démocratique à Alger, Mahrez Lamari, président du CNASPS, a qualifié le camp de Gdeim Izik de «bastion de la résistance du peuple sahraoui». Notons que la délégation des militants sahraouis des territoires occupés a participé aux travaux du Forum social mondial tenu récemment à Dakar. Selon les témoignages rapportés hier, la délégation marocaine, forte de 1 200 membres, n'a pas hésité à commettre de multiples exactions contre les représentants sahraouis.

T. H.

AFFAIRE DES SCANDALES DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE BOUIRA

3 ans de prison ferme pour l'ex-directeur et l'ex-SG

Finalement, le verdict tant attendu de l'affaire des scandales qui avaient éclaboussé la direction de l'éducation de Bouira pendant l'été 2008 est tombé hier. L'ex-directeur de wilaya et l'ex-SG ont écopé chacun de trois ans de prison ferme et de 100 000 DA d'amende. Concernant les autres responsables, dont des chefs de service, ils ont été condamnés à des peines allant de 1 à 2 ans de prison ferme et à des amendes variant entre 10 000 et 20 000 DA. Quant aux proches des responsables, dont la fille et

le gendre de l'ex-directeur et la fille de l'ex-SG, qui étaient poursuivis pour faux et usage de faux, ils ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis. Ainsi, sur les 34 accusés, 15 ont été condamnés, alors que les 19 autres ont bénéficié d'un non-lieu. Un verdict qui ne semble être du goût ni du procureur de la République du tribunal de Bouira, qui a déjà fait appel, ni des condamnés à la prison ferme qui ont également fait appel.

Y. Y.

PREMIÈRE
GROSSE PRISE
DE DROGUE
DE L'ANNÉETrois tonnes
et demie de kif
saisies hier
à Tindouf

Les gendarmes gardes-frontières de Hassi Khabbi, dans la wilaya de Tindouf, ont intercepté, hier, à l'aube, près de trois tonnes et demie (3 445 kg) de kif traité.

La drogue, emballée dans 133 colis, était transportée dans deux véhicules tout-terrains en provenance du territoire marocain. Surpris par le feu nourri des GGF, les narcotrafiquants ont abandonné la drogue et se sont enfuis vers le Maroc à bord d'un troisième véhicule. Notons que cette opération d'interception a été organisée sur la base de renseignements précis.

Il semblerait, selon des sources locales, qu'un individu de nationalité marocaine ait été arrêté, ces derniers jours, par les gendarmes non loin de cette localité. Ce dernier, qui était équipé d'une paire de jumelles et de moyens de communication, devait guider à distance le convoi intercepté hier.

Les trafiquants de drogue semblent innover puisque les guides sont généralement équipés de véhicules ou de motos tout-terrains.

T. H.

Erratum

L'article paru dans notre édition d'hier intitulé «Marche du 12 février, Le pari gagné-perdu» est signé Brahim Taouchichet. Toutes nos excuses.